

*Bruno Chenin*

*Expert-Comptable - Commissaire aux comptes*

*38 rue de la Tour 75116 Paris*



*06 79 47 54 68*

## **INSTITUTION SAINTE GENEVIEVE**

*Association*

48 avenue de la Marne  
92600 ASNIERES SUR SEINE

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

exercice clos le 31 août 2025

# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2025

Aux membres,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association **INSTITUTION SAINTE GENEVIEVE** relatifs à l'exercice clos le **31 août 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **1. Fondement de l'opinion**

### **1.1. Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **1.2. Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **2. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le

caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### ***3. Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés***

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration, et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### ***4. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels***

Il appartient au conseil d'administration et à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration et à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

### ***5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance,



sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.





S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

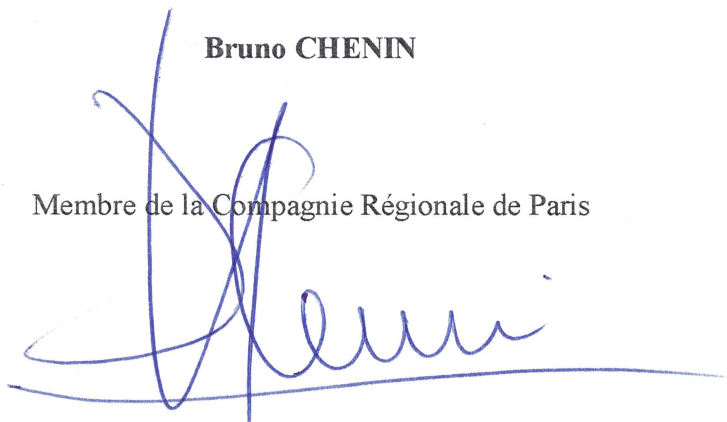
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à Paris, le 28 novembre 2025**

**Le commissaire aux comptes,**

**Bruno CHENIN**

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Bruno Chenin', is written over the printed name and title. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.



INSTITUTION SAINTE-GENEVIEVE ASNIERES  
GESTION GLOBALE  
01/09/2024 - 31/08/2025

ACTIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)			EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F  I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Dotations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences, marques, procédés,	62 313	62 313	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	62 313	62 313	-	-
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	-	-	-	-
	- Constructions	25 054 072	15 041 997	10 012 075	10 709 029
	- Installations techniques, matériel et outillage	2 060 115	1 829 813	230 302	293 267
	- Autres Immobilisation Corporelles	243 947	216 832	27 115	40 666
	- Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	50 664
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	-
	- Biens reçus par legs ou donations destinés à être	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 358 134	17 088 642	10 269 492	11 093 627
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	3 847	-	3 847	2 401
	- Prêts	85 899	-	85 899	81 811
	- Autres Immobilisations financières	46 474	-	46 474	46 268
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	136 220	-	136 220	130 479
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	27 556 667	17 150 955	10 405 712	11 224 106
A C T I F  C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	-	-	-	-
	CREANCES :				
	- Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 728	-	4 728	18 618
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	20 783	-	20 783	139 522
	TOTAL CREANCES	25 511	-	25 511	158 141
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	499 999,90	-	500 000	500 000
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	7 937 842	-	7 937 842	7 914 457
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	128 813	-	128 813	83 882
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	8 592 165	-	8 592 165	8 656 479
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	36 148 832	17 150 955	18 997 877	19 880 585

BILAN PASSIF

01/09/2024 - 31/08/2025

PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
F O N D S  A S S O C I A T I F S	FONDS PROPRES		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	-	-
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires	-	-
	Fonds propres complémentaires	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	-	-
	ECARTS DE REEVALUTION	-	-
	RESERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
	Réserves pour projet de l'entité	-	-
	Autres réserves	-	-
	TOTAL RESERVES	-	-
P R O V I S I O N  D E T T E S	REPORT A NOUVEAU	7 783 198	7 775 165
	RESULTAT DE L'EXERCICE	91 553	8 032
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	7 874 751	7 783 198
	Fonds propres consommables	-	-
	Subventions d'investissement	826 496	938 515
	PROVISION REGLEMENTEES	-	-
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	8 701 247	8 721 712
	FONDS REPORTES E DEDIES		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
	Fonds dédiés	-	-
	TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II)	-	-
	PROVISIONS		
	Provisions pour risques	75 000	75 000
	Provisions pour charges	1 022 986	1 012 403
	TOTAL PROVISIONS (III)	1 097 986	1 087 403
	DETTEES		
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associa	-	-
	Emprunts et dettes auprès des établissements de cr	7 654 005	8 524 187
	Emprunts et dettes financières diverses	-	-
	Avances et acomptes reçus	815 800	799 100
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	377 579	308 882
	Dettes des legs ou donations	-	-
	Dettes fiscales et sociales	332 186	401 240
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 527	-
	Autres dettes	14 546	21 628
	Instruments de trésorerie	-	-
	Produits constatés d'avance	-	16 433
	TOTAL DETTES (IV)	9 198 643	10 071 470
	Ecart de conversion passif (V)	-	-
	TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)	18 997 877	19 880 585



## COMPTE DE FONCTIONNEMENT GESTION GLOBALE

01/09/2024 - 31/08/2025

	N	N-1	Ecart en € N-(N-1)	Ecart en % N-(N-1)
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	-	-		
Participation des familles	6 784 548	6 301 477	483 071	7,12
Participations de l'Etat et des collectivités publ	1 996 911	1 952 688	44 223	2,21
Ventes de produits et marchandises, travaux, étude	-	-	-	-
Produits des activités annexes	248 004	237 014	10 990	4,43
Subventions d'exploitation	215 819	205 862	9 957	4,61
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	199 796	377 890	- 178 094	- 89,14
Autres produits de gestion courante	50 997	31 642	19 355	37,95
<b>TOTAL 1</b>	<b>9 496 075</b>	<b>9 106 573</b>	<b>389 502</b>	<b>4,10</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	-	-		
Achats de marchandises	77 259	93 879	- 16 620	- 21,51
Variation de stocks marchandises	-	-	-	-
Achats de matières premières et autres approvision	3 087 283	2 741 723	345 560	11,19
Variation de stocks matières premières	-	-	-	-
Autres charges externes	1 481 258	1 371 430	109 828	7,41
Impôts, taxes et versements assimilés	422 382	386 716	35 666	8,44
Salaires et traitements	1 867 579	1 665 453	202 126	10,82
Charges sociales	810 270	756 593	53 677	6,62
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 596 441	1 944 426	- 347 985	- 21,80
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-	-	-	-
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant	-	-	-	-
Dotations aux provisions	190 428	199 796	- 9 368	- 4,92
Autres charges de gestion courante	9 387	13 212	- 3 825	- 40,75
<b>TOTAL 2</b>	<b>9 542 287</b>	<b>9 173 228</b>	<b>369 059</b>	<b>3,87</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2)</b>	<b>- 46 212</b>	<b>- 66 655</b>	<b>20 443</b>	<b>- 44,24</b>
<b>Remboursement des frais sur opérations faites en c</b>	20 874	54 257	- 33 383	
<b>Quote-part des frais sur opérations faites en comm</b>	-	-	-	-
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	-	-		
De valeurs mobilières et créances de l'actif immob	-	-	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	234 513	175 847	58 666	25,02
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	-	-	-	-
Différences positives de change	-	-	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	-	-	-	-
<b>TOTAL 5</b>	<b>234 513</b>	<b>175 847</b>	<b>58 666</b>	<b>25,02</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	-	-		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	-	-	-	-
Intérêts et charges assimilées	94 171	104 116	- 9 945	- 10,56
Différences négatives de change	-	-	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	-	-	-	-
<b>TOTAL 6</b>	<b>94 171</b>	<b>104 116</b>	<b>- 9 945</b>	<b>- 10,56</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (5-6)</b>	<b>140 342</b>	<b>71 731</b>	<b>68 611</b>	<b>48,89</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (1-2+3-4+5-6)</b>	<b>115 004</b>	<b>59 333</b>	<b>55 671</b>	<b>48,41</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	-	-		
Prod. Except. sur opérations de gestion	-	7 040	- 7 040	-
Prod. Except. sur opérations en capital	-	-	-	-
Reprises sur provisions et dépréciations et transf	-	-	-	-
<b>TOTAL 7</b>	<b>-</b>	<b>7 040</b>	<b>- 7 040</b>	<b>-</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	-	-		
Ch. Except. sur opérations de gestion	-	40 751	- 40 751	-
Ch. Except. sur opérations en capital	-	-	-	-
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	-	-	-	-
<b>TOTAL 8</b>	<b>-</b>	<b>40 751</b>	<b>- 40 751</b>	<b>-</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (7-8)</b>	<b>-</b>	<b>- 33 711</b>	<b>33 711</b>	<b>-</b>
<b>Impôt sur les sociétés des personnes morales non I</b>	23 451	17 585	5 866	25,01
<b>TOTAL DES PRODUITS (1+3+5+7)</b>	<b>9 751 462</b>	<b>9 343 717</b>	<b>407 745</b>	<b>4,18</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (2+4+6+8+9)</b>	<b>9 659 909</b>	<b>9 335 680</b>	<b>324 229</b>	<b>3,36</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>91 553</b>	<b>8 037</b>	<b>83 516</b>	<b>91,22</b>
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	-	-		
<b>--Emplois des contributions reçues--</b>	-	-		
Secours en nature	-	-	-	-
Mise à disposition gratuite de biens et services	1 326 000	1 300 000	26 000	1,96
Personnel bénévole	66 501	62 782	3 719	5,59
<b>TOTAL</b>	<b>1 392 501</b>	<b>1 362 782</b>	<b>29 719</b>	<b>2,13</b>
<b>--Contributions reçues--</b>	-	-		
Bénévolat	-	-	-	-
Prestations en nature	1 326 000	1 300 000	26 000	1,96
Dons en nature	66 501	62 782	3 719	5,59
<b>TOTAL</b>	<b>1 392 501</b>	<b>1 362 782</b>	<b>29 719</b>	<b>2,13</b>





INSTITUTION  
SAINTE GENEVIÈVE  
ASNIÈRES-SUR-SEINE

## **ASSOCIATION DE L'INSTITUTION SAINTE GENEVIEVE**

**Association déclarée le 2 juin 1960**

**Conformément à la Loi 1901**

**48 avenue de la Marne**

**92600 ASNIERES-SUR-SEINE**

## **ETATS FINANCIERS 2024/2025**

Période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025



INSTITUTION  
SAINTE GENEVIÈVE  
ASNIÈRES-SUR-SEINE

## ASSOCIATION DE L'INSTITUTION SAINTE - GENEVIEVE

Association déclarée le 2 juin 1960

Conformément à la Loi 1901

48 avenue de la Marne

92600 ASNIERES (HAUTS - DE - SEINE)

### ANNEXE

au Bilan, avant répartition  
de l'exercice de 12 mois clos le 31 août 2025  
Période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025

TOTAL DU BILAN	18 997 877 €
TOTAL DES PRODUITS	9 751 462 €
RESULTAT DEGAGE (EXCEDENT)	91 553 €

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels

## **I. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### **PREAMBULE**

L'exercice social clos le 31/08/2025 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/08/2024 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 18 997 877 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 91 553 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 18 novembre 2025 par le conseil d'administration.

### **PRINCIPES COMPTABLES ET METHODE DE BASE**

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) définie et publiée par la FNOGEC (Fédération nationale des organismes de gestion des établissements de l'Enseignement catholique).

Nous avons respecté par anticipation le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 sur la nouvelle définition du résultat exceptionnel et sur la suppression de la technique de transfert des charges.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **COMPARABILITE DES COMPTES**

En raison de l'anticipation de l'application du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022, exposé ci-dessus, les exercices 2023/2024 et 2024/2025 ne sont pas totalement comparables au niveau du résultat exceptionnel.

## **II. FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE**

### **II.1 EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE**

Un contrôle d'URSSAF qui a débuté le 27/11/2020 a entraîné un redressement de 68 634€ qui a été totalement réglé sur exercice.

L'Institution a contesté le bien fondé. Cette réclamation est en cours d'instruction par notre avocat.

Une audience publique du pôle social du tribunal judiciaire de Nanterre concernant ce dossier se tiendra le 12 janvier 2026.

Importants travaux de menuiseries dans le bâtiment de Sainte Geneviève ont été réalisés durant l'exercice 2024/2025 : changement de 138 fenêtres, 94 stores, dont 9 stores supplémentaires.

## II.2 EFFECTIFS DES ELEVES

NIVEAU	2024 / 2025	2023 / 2024
Ecole	627	628
Collège	815	800
Lycée	583	582
<b>TOTAL</b>	<b>2 025</b>	<b>2 010</b>

## II.3 DESCRIPTION ET EVOLUTION DU PARC IMMOBILIER, OUVERTURE OU FERMETURE DE CLASSES.

La surface développée de l'établissement des bâtiments loués est de 13.980 m<sup>2</sup> ; la surface de la grande cour de récréation est de 4 800 m<sup>2</sup>, la surface de la toiture du nouveau gymnase est de 1 000 m<sup>2</sup>. Le loyer annuel de l'exercice est de 496 634,18€, plus un terrain à bâtir de 10 à 15 ca, dont la redevance annuelle est de 76 224,51€. Le montant total du loyer de l'exercice est de 572 858,69€.

## II.4 EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL (NON ENSEIGNANTS ET ENSEIGNANTS)

Soit :

- non enseignants, personnel OGE 58
- enseignants (titulaires) 90
- enseignants (non titulaires) 29

**Total: 177**

## III. INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF DU BILAN

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les règles de présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. Compte tenu de la vétusté des biens immobiliers relatifs à l'opération VERDUN, il a été décidé au 31/08/2017 de revoir la durée des amortissements initialement prévue.

La durée initiale de 30 ans a été ramenée à 20 ans, les autres durées d'amortissements sont reprises en point III.1

Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suivant un plan d'amortissement qui lui est propre.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### III.1. AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Bâtiments - gros œuvres	8 à 30 ans
Façades, étanchéité, couverture, et menuiserie extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Agencement intérieurs et décorations	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	3 à 5 ans
Matériel scolaire :	3 à 5 ans
Matériels pédagogiques	3 à 5 ans
Matériels informatiques et reprographies	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 3 ans

Les tableaux des mouvements des immobilisations ci-dessous, **tableau I**, et celui relatif aux amortissements, **tableau II**.



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS, ci-dessous (tableau I)

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	66 089		3 776	62 313
	<b>TOTAL I</b>	<b>66 089</b>		<b>3 776</b>	<b>62 313</b>
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui	24 318 260	735 812	25 054 072
	Installations techniques, matériel et outillage		1 978 331	85 286	2 060 115
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	193 713	879	194 592
		Matériel de transport			
		Matériel de bureau et informatique	32 922	995	28 375
		Mobilier	20 981		20 981
	Immobilisations corporelles en cours		50 664	50 664	0
	Avances et acomptes sur immobilisations				
	<b>TOTAL II</b>		<b>26 594 871</b>	<b>822 971</b>	<b>27 358 134</b>
PRÊT A USAGE	<b>TOTAL III</b>		<b>81 810</b>	<b>7 709</b>	<b>85 898</b>
FINANCIERES	Cautionnement et dépôt de garantie		46 267	206	46 473
	Autres titres immobilisés		2 402	1 447	3 848
	Dépôt de garantie				
	<b>TOTAL IV</b>		<b>48 669</b>	<b>1 653</b>	<b>50 321</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		<b>26 791 439</b>	<b>832 333</b>	<b>67 105</b>	<b>27 556 667</b>

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMMORTISSEMENTS, ci-dessous (tableau II)

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement				
	Autres immobilisations incorporelles	66 089		3 776	62 313
	<b>TOTAL</b>	<b>66 089</b>		<b>3 776</b>	<b>62 313</b>
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains				
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui	13 609 230	1 432 766	15 041 996
	Installations techniques, matériel et outillage		1 685 063	148 252	1 829 813
	Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements	156 505	15 405	166 367
		Matériel de transport			
		Matériel de bureau et informatique	29 484		29 484
		Mobilier	20 962	19	20 981
	<b>TOTAL</b>		<b>15 501 244</b>	<b>1 596 441</b>	<b>17 088 642</b>
	<b>TOTAL GENERAL (I + II)</b>		<b>15 567 333</b>	<b>1 596 441</b>	<b>17 150 955</b>

**IV. INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF DU BILAN****IV.1 MOUVEMENT DES FONDS PROPRES**TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES, ci-dessous (**tableau III**) :

FONDS ASSOCIATIFS	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant à la clôture de l'exercice
Variation des fonds propres					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	7 775 165	8 032			7 783 197
Excédent ou déficit de l'exercice	8 032	-8 032	91 553		91 553
<b>Situation nette</b>	<b>7 783 197</b>		<b>91 553</b>		<b>7 874 750</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	938 515		49 792	161 810	826 497
Provisions réglementées					
<b>Total</b>	<b>8 721 712</b>		<b>141 345</b>	<b>161 810</b>	<b>8 701 247</b>

**IV.2 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS**TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS, ci-dessous (**tableau IV**) :

Date	Origine	Montant de la subvention	Amortissement			Subvention non amortie
			2023/2024	Dotations 2024/2025	2024/2025	
2015	Département	137 381	137 381		137 381	
2020	Département	68 309	34 155	6 831	40 986	27 323
2020	Département	343 011	171 505	34 301	205 806	137 205
2020	Département	343 011	171 505	34 301	205 806	137 205
2021	Département	343 011	137 204	34 301	171 505	171 506
2024	Département	183 126	18 313	18 313	36 626	146 500
2025	Département	34 968		3 497	3 497	31 471
2025	Département	14 824		1 483	1 483	13 341
2015	Région	101 057	101 057		101 057	
2018	Région	5 000	3 500	500	4 000	1 000
2020	Région	10 545	5 275	1 055	6 330	4 215
2021	Région	44 000	17 600	4 400	22 000	22 000
2022	Région	81 238	24 372	8 124	32 496	48 742
2022	Région	79 235	23 802	7 934	31 736	47 499
2022	Région	43 170	12 951	4 317	17 268	25 902
2024	Région	13 985		1 399	1 399	12 587
<b>Total</b>		<b>1 845 871</b>	<b>858 620</b>	<b>160 755</b>	<b>1 019 375</b>	<b>826 496</b>

### IV.3 RESERVES ET PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

La convention collective applicable au sein de l'établissement est celle applicable à l'enseignement privé non lucratif. Elle confère pour le personnel administratif cadres et non cadres, de service et technique, 36 jours de congés payés par an et une durée annuelle du travail de 1 565 heures, la journée de solidarité incluse.

Un accord d'entreprise du 31 janvier 2000 sur la réduction du temps de travail a été mis en place au sein de l'établissement pour cette catégorie de salariés. Il donne droit à 6 jours de congés payés supplémentaires et une durée annuelle du travail de 1 505 heures (plus 7 heures de journée de solidarité à ajouter) soit un total de 1 512 heures par an.

L'accord d'entreprise n'a pas été correctement appliqué et une régularisation sur les 3 derniers exercices a été partiellement appliquée. La provision chargée d'un montant de 100 000 € a été en partie reprise à la hauteur de 25 000 € et s'élève au 31 août 2025 à 75 000 € destinée à couvrir la régularisation jusqu'au 31 août 2026.

TABEAU DE MOUVEMENT DES PROVISIONS, ci-après (**tableau V**).

OBJET DES PROVISIONS		Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant à la clôture de l'exercice
PROVISIONS	Risques	75 000			75 000
	Pensions et obligations similaires	199 796	190 428	199 796	190 428
	Gros entretien	800 000			800 000
	Provision pour impôts	12 607	19 951		32 558
	Autres provisions pour charges				
	<b>TOTAL</b>	<b>1 087 403</b>	<b>210 379</b>	<b>199 796</b>	<b>1 097 986</b>
DOTATIONS ET REPRISES	<i>donc d'exploitation financières exceptionnelles</i>		210 379	199 796	

### IV.4 ENGAGEMENT PRISE EN MATIERE D'INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective prévoit le versement d'indemnités lors du départ à la retraite des salariés.

Le montant de droits acquis par les salariés sont estimés en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'association à l'âge de 65 ans, d'un taux moyen des charges sociales de 47% et actualisé au taux de 3.40 % au 31 août 2025. Cette provision s'élève à 190 428 €.

Ce montant est entièrement comptabilisé au passif du bilan dans la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

### IV.5 PROVISION POUR GROS ENTRETIEN

Cette provision est destinée à couvrir, à court terme, les travaux de maintien en bon état du patrimoine immobilier.

Elle consiste en des travaux particulièrement significatifs de ravalement des façades extérieures. Le montant de cette provision au 31 août 2025 s'élève à 800 000 €.

TABLEAU DE MOUVEMENT DES PROVISIONS POUR TRAVAUX, ci-après (tableau VI)

OBJET DES PROVISIONS	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations	Diminutions : reprises	Montant à la clôture de l'exercice
Ravalement des façades extérieures	467 000			467 000
Remplacement des fenêtres				
Ravalement des façades rue Verdun	333 000			333 000
<b>TOTAL</b>	<b>800 000</b>			<b>800 000</b>

## IV.6 ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES REELLES CONSENTIES (tableau VII)

CREANCES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE	
		≤ 1 an	> 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Autres titres	3 847		3 847
Prêts	85 899	3 621	82 278
Dépôts et cautionnement	46 474		46 474
<b>Sous-total créances de l'actif immobilisé</b>	<b>136 220</b>	<b>3 621</b>	<b>132 599</b>
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances usagers	4 728	4 728	
Créances sociales et fiscales			
Autres créances	20 783	20 783	
Charges constatées d'avance	128 813	128 813	
<b>Sous-total créances de l'actif circulant</b>	<b>154 324</b>	<b>154 324</b>	
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>290 544</b>	<b>157 945</b>	<b>132 599</b>

DETTES	MONTANT brut à la clôture de l'exercice (en €)	ECHEANCE		
		≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 654 005	879 237	3 623 922	3 150 846
Emprunts et dettes financières divers				
<b>Sous-total dettes financières</b>	<b>7 654 005</b>	<b>879 237</b>	<b>3 623 922</b>	<b>3 150 846</b>
Dettes fournisseurs	377 579	377 579		
Dettes fiscales et sociales	332 186	332 186		
Famille / Acomptes	815 800	815 800		
Autres dettes	19 073	19 073		
<b>Sous-total autres dettes</b>	<b>1 544 638</b>	<b>1 544 638</b>		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>9 198 643</b>	<b>2 423 875</b>	<b>3 623 922</b>	<b>3 150 846</b>

#### IV.7 EMPRUNTS

Il a été souscrit un emprunt dans l'établissement bancaire LCL pour financer le programme d'investissement **SG 2020** à hauteur de 11 055 000 €.

Le montant total du capital à rembourser s'élève à **7 654 005 €** au 31 août 2025.

Le capital remboursé sur l'exercice s'élève à 870 183 € et le montant des intérêts à 93 451 €.

#### IV.8 COMPTES A TERME

Au 31 août 2025 les placements en trésorerie s'élèvent à 7 035 000 € souscrits pour une durée de 12 mois et 24 mois des taux d'intérêts de 2 % à 4.16%. L'établissement a placé 500 000 €, le 11 avril 2024, dans des fonds communs de placement. Au 31 août 2025, la valorisation s'élève à 521 956 €, soit une plus-value latente de + 21956 € (+4.39%).

Le montant des intérêts courus au 31 août 2025 s'élève à 325 578 €. Une provision pour impôts société au taux de 10% a été constitué pour 32 558 €.

Un impôt sur les sociétés d'un montant de 3 500 € sera payer au titre des intérêts perçus.

### V. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

#### V.1. BILAN SOCIAL - REPARTITION DES EFFECTIFS DU PERSONNEL

SERVICES	Effectif 2024/2025	Effectif 2023/2024	Effectif 2022/2023
<b>TOTAL PERSONNEL NON ENSEIGNANTS</b>	<b>58</b>	<b>50</b>	<b>51</b>
<b>TOTAL PROFS. titulaires SOUS CONTRAT</b>	<b>90</b>	<b>90</b>	<b>97</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>148</b>	<b>140</b>	<b>148</b>

#### V.2. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EFFECTUEES A TITRE GRATUIT : NATURE, VALORISATION

NEANT

#### V.3 VENTILATION PAR SECTEUR DES SURFACES OCCUPEES

Ecole :	4 199 m <sup>2</sup>
Collège :	5 439 m <sup>2</sup>
Lycée :	3 186 m <sup>2</sup>
Restaurant :	1 156 m <sup>2</sup>

#### V.4 CHARGES ET PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73.



Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Le chiffre d'affaires correspond au total des comptes classe 7.

En application de la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat, un équivalent loyer a été comptabilisé au 31 août 2025 pour un montant 1 326 000 € dans les comptes spéciaux (8611) par la contrepartie d'une prestation gratuite du propriétaire (8711).

L'équivalent loyer correspond au coût économique de mise à disposition des locaux. Il a été approximé en appliquant un taux de 3% à leur valeur de reconstruction à neuf, estimée à 58 100.000 € en appliquant un coût moyen de construction de 4 000 € / m<sup>2</sup> à une surface totale de 19 430 m<sup>2</sup>, dont la grande cour est de 5 450 m<sup>2</sup>. Le taux de 3% couvre essentiellement les amortissements, les provisions pour gros entretien et le coût d'un emprunt.

#### **Les contrats de sous-traitance :**

Pour la restauration, a été conclu le 1 septembre 2019 un contrat à durée déterminée de 3 ans, tacitement renouvelable à l'issue de la période initiale pour une durée indéterminée prévoyant les repas livrés à l'extérieur, le renouvellement de la vaisselle, l'entretien des locaux, l'entretien du matériel, les amortissements du matériel de la salle et chaîne de la restauration adultes. Le contrat est arrivé à l'échéance le 31/05/2025 et est tacitement reconduit pour une durée indéterminée.

Pour le nettoyage des locaux, un contrat a été souscrit chez GSF depuis le 1er août 2015 pour d'une durée de 2 ans reconduite par tacite reconduction, sans clause spécifique. A partir du 01/01/2021 l'avenant au contrat prévoit une reconduction du contrat par période de 3 ans. Le contrat arrive à l'échéance le 01/01/2027.

Les travaux d'entretien courant des locaux s'élèvent à 423 932 € sur l'exercice 2024-2025.

## **VI. ENGAGEMENTS**

### **VI.1. CREDIT - BAIL MOBILIER**

NEANT

### **VI.2. AUTRES ENGAGEMENTS ET GARANTIES HORS BILAN**

#### **ENGAGEMENTS HORS BILAN REÇUS**

NEANT

#### **ENGAGEMENTS DONNES**

Emprunt souscrit le 18/12/2018 auprès de LCL de 11 055 000 € au taux global effectif de 1,25% et d'une durée de 180 mois. Cet emprunt bénéficie d'une franchise de 30 mois. Le premier remboursement est intervenu le 18/07/2021.

Société de la restauration ELIOR

**23 039 € HT**

L'indemnité à verser à ELIOR en cas de résiliation du contrat de restauration.

### **VI.3. SURETES REELLES ACCORDEES : HYPOTHEQUES, NANTISSEMENTS**

Dans le cadre de l'emprunt souscrit auprès de LCL il a été pris une hypothèque conventionnelle sur le bail à construction à hauteur de 3 630 000 € en principal (à majorer de 15% de frais et accessoires soit 4 174 500 €).

### **VI.4 BAIL A CONSTRUCTION**

Un bail à construction, non révisable pendant dix ans, a été consenti et accepté le 15 juin 2000, moyennant un loyer annuel de 76 225 €, augmenté d'un dépôt de garantie de 38 113 €.

Un nouveau bail à construction a été signé le 6 octobre 2018 pour une durée de 30 ans, il se termine le 5 octobre 2048. Le présent bail est consenti et accepté moyennant d'un loyer annuel de 396 000 € révisable chaque année. L'indice de base étant l'indice ILAT au quatrième trimestre 2017.

Le montant total des loyers sur l'exercice est de 572 859 €.

### **VI.5 GARANTIES RECUES**

L'emprunt de LCL de 11 055 000 € a été cautionné à hauteur de 5 500 000 € par la commune d'Asnières-sur-Seine.

### **VI.6 GARANTIES ACCORDEES**

NEANT

### **VI.7 BENEVOLAT**

Les contributions volontaires en travail dans le domaine de la pastorale sont importantes et permettent la continuité de l'enseignement religieux dans l'établissement.

Au 31 août 2025, l'évaluation a été effectuée sur les bases suivantes :

- Nombres de bénévoles : 127
- Nombre d'heures passées : 3 807 h
- Taux horaire SMIC brut : 11,88 €
- Taux de charges patronales : 47%
- Coût estimé du bénévolat : **66 501 €**

### **VI.8 EVENEMENTS POST-CLOTURE**

NEANT